

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 28 OCT. 2015

Affaire suivie par : Pierrich VIALLET
et UT DREAL : Elodie MOUROUX

Tél. : 04-26-52-22-07
Fax : 04-26-52-21-62

Courriel : ddpp-icpe@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2015 301-0003

portant mise en demeure
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

à l'encontre de la société UCAB à CREST

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1752 délivré le 26 mai 1994 à la société UCAB sise à CREST, relatif à l'extension de l'activité de fabrication d'aliments pour bétail ;

Vu le rapport et les propositions en date du 9 octobre 2015 de l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHÔNE-ALPES ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 octobre 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une étude de dangers aurait dû être remise à Monsieur le Préfet pour le 31 mars 2012 ;

Considérant que lors de sa visite du 24 février 2015, l'inspection a rappelé l'obligation de réaliser l'étude de dangers dans son rapport du 3 mars 2015 ;

Considérant que toute modification notable apportée aux installations initialement autorisées doit être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet avec tous les éléments d'appréciation et que l'étude de dangers répond, dans le cas d'espèce, à cette disposition de l'article R.512-33 du Code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1er :

La société **UCAB**, sise à CREST, est mise en demeure de réaliser et transmettre, **sous 2 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers précisant les mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels, présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260.

Article 2 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée des installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- le Maire de CREST,
- le Directeur de la société UCAB à CREST.

Valence, le **28 OCT. 2015**

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES